

Notes sur le plan directeur de Transition énergétique Québec

Mémoire déposé dans le cadre des consultations de Transition Énergie Québec

**Carole Dupuis, coordonnatrice générale et porte-parole
Regroupement vigilance hydrocarbures Québec – RVHQ
communications@rvhq.ca**

Le 8 décembre 2017



TABLE DES MATIÈRES

LE RVHQ, MOUVEMENT CITOYEN	3
PRÉAMBULE.....	3
ENJEUX TRANSVERSAUX FONDAMENTAUX	4
Enjeu n° 1 – Le principe de base : la transition doit être juste.....	4
Enjeu n° 2 – Cohérence : le Québec doit cesser d'encourager les énergies fossiles	4
Enjeu n° 3 – Démarche : la transition énergétique doit être un projet de société	5
Enjeu n° 4 – Gouvernance : la transition énergétique ne relève pas d'un seul ministère.....	5
Enjeu n° 5 – Urgence d'avancer (sans reculer)	6
CONCLUSION	7

LE RVHQ, MOUVEMENT CITOYEN

Le RVHQ est le plus important mouvement citoyen engagé dans le dossier des hydrocarbures au Québec puisqu'il fédère plus de 130 comités de toutes les régions du Québec, mobilisés contre le développement de la filière pétrolière et gazière sous toutes ses formes et pour la mise en place d'un véritable plan de sortie de l'ère des hydrocarbures.

Mouvement sans précédent dans l'histoire du Québec, le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ) a joué un rôle décisif dans la lutte contre l'extraction du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, à l'époque où il s'appelait encore Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVL). Des groupes d'opposition à l'exploitation des hydrocarbures en Gaspésie, à l'Île d'Anticosti et dans le golfe du Saint-Laurent ont grossi ses rangs au cours des dernières années, de même que plusieurs groupes préoccupés par le transit de pétrole de l'Ouest via le Québec par oléoducs, par trains et par navires. Encore aujourd'hui, le Regroupement continue à accueillir de nouveaux comités qui se forment au fil des projets qui surgissent ici et là au Québec.

PRÉAMBULE

C'est avec joie que le RVHQ participe à une consultation sur un projet constructif, la transition énergétique du Québec, alors que la politique gouvernementale nous oblige généralement à nous cantonner à un rôle d'opposition féroce aux projets de développement du pétrole et du gaz naturel qui menacent le climat, les écosystèmes et les milieux de vie de la population du Québec.

Nous déplorons toutefois qu'en raison des délais très brefs impartis à Transition Énergie Québec (TEQ) pour élaborer son plan directeur, le cadre de consultation proposé, très technique et en silos, passe à côté de plusieurs enjeux transversaux fondamentaux. **Nous croyons qu'un débat de fond sur ces enjeux est essentiel à l'émergence d'un consensus et à la réussite de la transition énergétique, et nous espérons que le plan directeur de Transition énergétique Québec inclura l'espace nécessaire pour qu'il ait lieu.**

D'ici là, nous saisissons cette occasion pour présenter très brièvement nos points de vue sur les principaux enjeux transversaux que nous avons identifiés.

ENJEUX TRANSVERSAUX FONDAMENTAUX

Enjeu n° 1 – Le principe de base : la transition doit être juste

On sait que, loin de se limiter au secteur de l'énergie, la transition énergétique touche tous les aspects de la vie et de l'économie : mobilité, consommation, aménagement du territoire, infrastructures, chaîne logistique, normes industrielles etc. La transformation de chacun de ces volets aura potentiellement des impacts considérables sur les populations, y compris les travailleuses et travailleurs directement touchés, ainsi que les segments les plus vulnérables de la société. **Il est par conséquent essentiel que la réflexion sur cette transformation engage non seulement les acteurs économiques et technologiques mais bien l'ensemble des acteurs sociaux qui veilleront à ce qu'elle serve des objectifs de justice, de respect des droits de la personne et de solidarité sociale, y compris l'équité intergénérationnelle et le respect des droits des peuples autochtones.**

Enjeu n° 2 – Cohérence : le Québec doit cesser d'encourager les énergies fossiles

La population ne pourra s'enthousiasmer pour un plan de transition et y contribuer activement que si elle a la conviction que ce plan s'inscrit dans une démarche cohérente. À cette fin, le gouvernement du Québec doit envoyer des signaux sans équivoque. **D'une part, ses actions, et non seulement ses paroles, doivent démontrer que l'ère des investissements dans les énergies fossiles est révolue. D'autre part, il doit diriger les ressources ainsi libérées vers l'économie d'énergie et les énergies vertes.** À cette fin, le gouvernement du Québec doit notamment :

- **renoncer à adopter un cadre législatif favorisant l'extraction pétrolière et gazière au Québec;**
- **cesser de soutenir financièrement le pétrole et le gaz naturel**, que ce soit par l'entremise d'Investissement Québec (Ressources Québec et Fonds Capital Mines Énergie), de la Caisse de dépôt et placement du Québec, du Fonds vert ou de privilèges fiscaux;
- **cesser d'entretenir le mythe du gaz naturel comme énergie de transition** et d'utiliser ce prétexte pour soutenir cette énergie fossile en finançant des infrastructures de distribution, en subventionnant des conversions

d'équipements et de véhicules au gaz naturel ou en appuyant la construction d'installations liées au gaz naturel liquéfié¹;

- **imposer un moratoire sur la construction de nouvelles autoroutes ou de nouveaux segments d'autoroutes** afin d'éviter l'étalement urbain, la destruction de milieux naturels et la croissance du parc automobile qui lui est associée;
- **réinvestir massivement les sommes dégagées dans la transition**, y compris le transport actif et collectif.

Enjeu n° 3 – Démarche : la transition énergétique doit être un projet de société

Pour atteindre ses buts, il faut que la transition devienne un projet de société ancré dans le dialogue et la participation de tous les acteurs concernés. Une telle démarche ne peut pas être télescopée en quelques mois. C'est pourquoi **nous suggérons à TEQ de lancer un vaste chantier d'information, de dialogue, de réflexion et d'appropriation, qui pourrait atteindre son point culminant lors d'états généraux** visant à élaborer par consensus un contrat social qui guiderait le déploiement et le suivi de la transition.

Enjeu n° 4 – Gouvernance : la transition énergétique ne relève pas d'un seul ministère

Le secteur énergétique a un rôle relativement modeste à jouer dans la transition énergétique, spécialement au Québec où, grâce à l'hydroélectricité, la priorité ne doit pas être accordée aux énergies de substitution mais bien à la sobriété énergétique. Ainsi, les leviers les plus importants de la transition pourront être par exemple des politiques de formation et de recyclage de la main d'œuvre; des programmes de recherche, développement et enseignement ciblés couvrant les volets sociaux, économiques, scientifiques et technologiques de la transition; une fiscalité décourageant (vraiment) l'achat et l'utilisation de véhicules énergivores; des investissements dans des infrastructures favorisant la marche, le cyclisme, le transport collectif et l'autopartage; l'aménagement de quartiers urbains denses, mixtes, sécuritaires et attrayants, conçus pour attirer les familles et minimiser les

¹ De plus en plus de Québécois comprennent qu'investir dans cette énergie fossile est au pire un recul immédiat en matière de lutte au réchauffement climatique et au mieux une dilapidation des fonds publics du Québec au détriment des investissements qui pourraient vraiment lui permettre d'atteindre ses cibles de réduction des GES à l'horizon 2050.

déplacements en voitures; des programmes favorisant l'achat local, la rationalisation des chaînes logistiques et le transfert modal vers des moyens de transport à empreinte carbone moins élevée; des normes industrielles décourageant l'obsolescence programmée et encourageant le recyclage; des normes de construction écoénergétiques; des critères de subvention et d'investissement tenant compte des cibles de réduction des émissions de GES; des règles ou des outils favorisant des pratiques agricoles plus vertes – etc.

En d'autres termes, la transition énergétique exigera des virages importants dans tous les secteurs d'activité et touchera ainsi, pour ainsi dire, tous les ministères, organismes gouvernementaux et sociétés d'état. Sans douter des capacités de l'équipe en place chez Transition énergétique Québec, il ne semble pas réaliste d'espérer qu'une instance relevant d'un ministère en particulier serait en mesure d'exercer l'influence nécessaire dans toutes ces entités.

De ce fait, nous croyons que **Transition énergétique Québec devrait être un organisme parapluie coiffant l'ensemble des ministères, organismes et sociétés d'état**. De plus, pour que cette entité puisse jouer efficacement son rôle, **le Québec devrait à notre avis se doter d'une loi sur la transition énergétique comportant des cibles contraignantes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) jusqu'en 2050, par tranches de 5 ans :**

- **par ministère, organisme et société d'état;**
- **par filière énergétique, y compris l'efficacité énergétique considérée comme une filière à part entière**

Enfin, **toute loi, tout investissement de l'État, tout projet d'infrastructure et tout plan de développement économique devrait être soumis à un test climat tenant compte des cibles de réduction de GES du Québec et du [coût social des GES](#) pour l'ensemble du cycle de vie, ainsi que des critères de justice sociale mentionnés plus haut.**

Enjeu n° 5 – Urgence d'avancer (sans reculer)

Il est de notoriété publique que l'espoir de limiter le réchauffement climatique à 1,5 ou 2° C s'amenuise chaque jour. **Afin d'éviter que la transition soit imposée par une crise climatique/économique aiguë et provoque des ravages sociaux, le monde entier doit entreprendre tout de suite les virages de fond qui s'imposent et avancer rapidement – sans reculer en même temps à cause du développement de la filière des hydrocarbures, ni se laisser aveugler par des espoirs de miracles technologiques** à venir qui ont peu de chances de se produire et pourraient causer d'autres dommages écologiques imprévus. Dans ce contexte, le Québec

peut décider de rester à la traîne ou d'exercer un leadership qui tirera le Canada et le reste de la planète vers le haut. Nous espérons vivement qu'il choisira la deuxième option.

CONCLUSION

Le RVHQ tient à remercier Transition énergétique Québec de lui avoir donné l'occasion d'exprimer ses points de vue dans le cadre de cette consultation et espère que sa contribution aura été utile.